



République de Guinée

Travail-Justice-Solidarité

MINISTERE DES PECHEES, DE L'AQUACULTURE ET DE  
L'ECONOMIE MARITIME

DON N° IDA 0400 GN

## SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTERET

**Date début :** le 13 Mars 2017    **Date limite :** le 3 Avril 2017

**Clients :** Le Ministère des Pêches, de l'Aquaculture et de l'Economie Maritime représenté par le Programme Régional des Pêches de l'Afrique de l'Ouest en Guinée (PRAO-Guinée)

**Type :** Sollicitation de Manifestation d'Intérêt

- **Titre :** « *Services de Consultant pour deux études : la première sur le renforcement du Centre National de Surveillance et de Police de Pêcheries (CNSP) de Guinée et la deuxième sur la pérennisation du financement des activités de surveillance du centre national de surveillance et de police des pêcheries de guinée* ».

### 1. Le Projet

Les Gouvernements de sept pays d'Afrique de l'Ouest (Cabo Verde, Libéria, Sénégal, Sierra Léone, Guinée Bissau, Guinée et Ghana) ont bénéficié d'un financement de la Banque Mondiale et du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) dans le cadre du Projet Régional des Pêches de Afrique de l'Ouest (PRAO). L'objectif général du PRAO est d'augmenter de manière durable les richesses générées par l'exploitation de ressources halieutiques dans les pays participants, et d'accroître les retombées positives de ces richesses sur les pays bénéficiaires.

### 2. Objectifs du projet

L'objectif principal du Programme Régional Ouest Africain en Guinée, à l'instar de tous les pays couverts par ce Programme, est l'augmentation d'une manière durable de la richesse globale produite par l'exploitation de ses ressources halieutiques marines ciblées. Cet objectif devrait être atteint par:

1. le renforcement de la capacité des pays leur permettant de gérer et développer leurs pêcheries,
2. la réduction de la pêche illicite,
3. l'augmentation de la valeur et de la rentabilité produites par les ressources halieutiques et de la proportion de cette valeur capturées par les pays.

Les principaux enseignements qui justifient cet objectif se basent sur les impacts décevants de la faiblesse des bénéfices économiques et sociaux depuis l'acquisition de sa zone économique exclusive par le droit international de la mer, bien que la Guinée dispose des ressources halieutiques marines parmi les plus riches de la région ouest africaine. Depuis le milieu des années 90, les statistiques biologiques des principaux stocks exploités ne cessent de montrer des baisses inquiétantes de biomasse donnant des

preuves évidentes de surexploitation et même d'épuisement pour un certain nombre d'espèces cibles. Ces stocks sont exploités aussi bien par la pêche industrielle que par la pêche artisanale opérée par les pêcheurs légaux et illégaux nationaux et étrangers. Mais force est de constater que les bénéfices générés par ces ressources nationales profitent plus largement aux pêcheurs étrangers qu'aux pêcheurs nationaux en particulier et à la Guinée en général. Ceci vient du fait que la plupart du poisson capturé dans les eaux guinéennes n'est pas débarqué et transformé dans le pays, mais est plutôt acheminé directement aux ports étrangers où la valeur est ajoutée et des emplois créés.

Pour atteindre les objectifs précités, le Programme comportera les composantes et sous composantes communes à tous les neuf pays participants. Les composantes sont :

#### **Composante 1.** La bonne gouvernance et la gestion durable des pêches

- 1.1 Développer le cadre légal et opérationnel et renforcer les capacités institutionnelles
- 1.2 Maîtriser la capacité de pêche
- 1.3 Développer et mettre en œuvre des plans de gestion des pêches
- 1.4 Renforcer le système de collecte des données liées à la pêche, la compilation, la gestion, la diffusion et la communication d'une manière transparente

#### **Composante 2.** Réduction de la Pêche illicite

- 2.1 Environnement Permettant la Réduction de la Pêche Illicite
- 2.2 Système de suivi, Contrôle et Surveillance (SCS)

#### **Composante 3.** Augmenter la contribution des ressources halieutiques marines aux économies locales

- 3.1 Amélioration d'infrastructure de première vente et du traitement
- 3.2 Planification de gestion des débarquements et renforcement des capacités sanitaires

#### **Composante 4.** Coordination, Suivi-Evaluation et Gestion du Programme

- 4.1 Mise en œuvre Nationale
- 4.2. Coordination Régionale

### **3. Objectifs de la mission**

L'objectif général de la mission est d'assister le Gouvernement de la République de Guinée à travers deux études :

- Étude 1 : L'appui au système de surveillance de la Guinée à travers le renforcement du Centre National de Surveillance et de police des Pêcheries (CNSP).
- Étude 2 : L'appui à la pérennisation du système de financement des actions de surveillance du CNSP.

Les objectifs spécifiques sont les suivants :

#### **Étude 1**

- A partir d'un audit de la situation opérationnelle actuelle, proposer une stratégie globale pour le CNSP, basée sur l'analyse des risques et l'identification des objectifs prioritaires afin de mieux cibler l'effort de surveillance y compris vers la pêche artisanale;
- A partir d'un audit du CNSP et de ses moyens en matière organisationnelle, opérationnelle, technique, budgétaire, administrative et de gestion du personnel, proposer les actions et outils adéquats à mettre en œuvre et si nécessaire identifier les différentes options possibles. Un calendrier d'actions devra être présenté;

- Identifier de manière détaillée les coûts en investissement et en fonctionnement pour l'établissement du budget nécessaire au CNSP en fonction des différentes options proposées, du calendrier d'actions et en prenant en compte le rapport coût/efficacité, les conclusions de l'analyse des risques et l'identification des objectifs prioritaires..

Cette étude prendra également en compte les conditions relatives à la sécurité et à la sûreté des opérations de contrôle que ce soit en mer ou à terre

**Étude 2 :** A partir des résultats de l'étude 1, des choix stratégiques des autorités guinéennes en matière

d'organisation et de dimensionnement du dispositif de surveillance qui sera mis en œuvre

notamment par le CNSP et de l'analyse de tous documents pertinents, l'étude devra :

- Analyser les sources actuelles du financement du CNSP et identifier les besoins en matière de financement du nouveau dispositif de surveillance et de sa stratégie;
- Identifier et proposer les différentes sources complémentaires possibles de financement dans une logique de pérennisation ainsi que les mécanismes financiers de calcul, de mise en œuvre et d'organisation correspondants;
- Proposer sous forme d'options, les modifications des procédures budgétaires et comptables ainsi que les modifications statutaires éventuellement nécessaires au regard de la réglementation guinéenne et tout autre outils pour la mise en place de ces nouveaux mécanismes de financement de la surveillance dans une logique de fonctionnement durable et de gestion efficace et transparente.

Pour réaliser ces études, une firme, avec une expérience solide dans le domaine du suivi contrôle et surveillance et capable d'assurer une gestion efficace d'expertises interdisciplinaires, sera recrutée.

#### 4. Prestations demandées au consultant

La firme sous contrat devra travailler sous l'autorité du Coordonnateur du PRAO-GN et en étroite collaboration avec le Centre National de Surveillance et de police des Pêcheries (CNSP). A partir des documents pertinents, des différentes informations opérationnelles, des réunions de travail avec les différents acteurs concernés, des visites de terrain et en lien avec les objectifs décrits ci-dessus, la firme devra mener les prestations suivantes.

##### A. **ETUDE 1 : ETUDE SUR LE RENFORCEMENT DU CENTRE NATIONAL DE SURVEILLANCE ET DE POLICE DES PÊCHERIES DE GUINEE**

a. Effectuer une analyse opérationnelle indiquant de manière précise les risques identifiés en matière de respect des réglementations et de pratiques courantes de pêche illégale en Guinée, concernant notamment les différentes pêcheries par segments de flotte et par zones opérationnelles. Cette analyse doit couvrir les différents segments de la pêche industrielle et artisanale ainsi que les activités connexes (stockage, transport, transformation, commercialisation etc.). Cette analyse doit notamment prendre en compte les résultats de l'analyse stratégique effectuée dans le cadre du Programme sur l'appui juridique au système SCS. Les aspects relatifs à la sûreté (piraterie, etc.) et à la sécurité en mer des équipes de surveillance devra également être pris en compte.

b. Effectuer une analyse de la stratégie de surveillance mise en œuvre par le CNSP durant les 5 dernières années en fonction des budgets alloués pour chaque élément du dispositif de surveillance et en fonction des risques identifiés. Cette analyse doit couvrir à la fois les aspects nationaux et régionaux et prendre en compte l'utilisation éventuelle des moyens de surveillance des autres administrations et partenaires. Cette analyse doit comporter également une évaluation du dispositif de surveillance actuel du CNSP (services inspection et observateur) et sa capacité technique et opérationnelle à répondre aux objectifs de surveillance et aux missions du CNSP. les aspects relatifs aux capacités professionnelles des agents du CNSP seront pris en compte.

c. Effectuer un bilan diagnostic des moyens actuels de surveillance sur le plan technique et sur le plan de leur opérationnalité. Les méthodes de gestion administrative et comptable au regard de la stratégie de surveillance seront également évalués. Le bilan diagnostic doit comprendre :

i. *Une évaluation technique des différents moyens de surveillance* et infrastructures utilisés par le CNSP pour la réalisation de ses missions comprenant notamment :

- Les patrouilleurs, vedettes et véhicules ;
- Le système d'informations (VMS) et de Communication (HF, VHF,...) du CNSP ;

- Les infrastructures immobilières des sites d'implantation actuelle du CNSP ;
- La capacité du CNSP de faire face aux problèmes de disponibilité du réseau électrique dans les différents sites d'implantation du CNSP.

ii. *Un audit de l'organisation interne actuelle des différents services participant aux missions opérationnelles du CNSP* au regard de ses objectifs. Cet audit portera notamment sur les aspects suivants :

- Organisation interne du CNSP ;
- Organisation de la planification des différentes missions de surveillance ;
- Coordination des moyens de surveillance du CNSP et des autres administrations en matière de contrôle des pêches et plus particulièrement avec la préfecture maritime ( action de l' Etat en mer), la CSRP et les centres de surveillance des pêches des Etats limitrophes ;
- Gestion des observateurs ;
- Technique de gestion des informations opérationnelles. (BDD) ;
- Gestion et suivi des infractions ;
- Utilisation générale des moyens de surveillance au regard des besoins recensés ou constatés.

iii. *Une analyse des méthodes de gestion administrative , comptable et logistique* des activités de surveillance et de maintenance des moyens permettant d'assurer la mise en œuvre et le suivi des opérations de surveillance. La capacité à évaluer le coût de celles-ci et de contrôler la bonne utilisation des budgets alloués sera étudiée ainsi que les différentes possibilités en matière de réduction des coûts observées au cours des différents audits.

d. Proposer une nouvelle stratégie générale de surveillance pour le CNSP. Cette proposition devra prendre en compte, le plan stratégique actuel, la gestion du « carton rouge », les nouveaux objectifs de contrôle, le contenu des plans de pêche, les moyens de surveillance du CNSP qui pourront être disponibles à court et moyen terme et l'évolution de l'environnement opérationnel tant sur le plan régional, national que local et notamment les différents aspects de la surveillance participative. La prise en compte des concepts coûts/efficacité et l'analyse des risques sera également un des éléments clés de cette stratégie.

Cette stratégie de surveillance sera présentée sous la forme d'un plan stratégique de synthèse qui devra comprendre notamment :

- L'identification des objectifs prioritaires ;
- Les moyens de surveillance à mettre en œuvre ;
- La programmation des missions pour chaque moyen ou unités de surveillance ;
- L'organisation opérationnelle du CNSP ;
- La stratégie du CNSP en matière de surveillance participative ;
- la perspective d'évolution du dispositif de surveillance ;

Ce plan sera appuyé par :

- La conception d'outils de suivi et de planification des opérations de surveillance ;
- La conception d'outils et d'indicateurs permettant d'améliorer la gestion des moyens de surveillance.

e. Dans le cadre du renforcement du dispositif du CNSP :

i. *Examiner la pertinence d'implantation des bases actuelles* de surveillance du CNSP au regard de la nouvelle stratégie de surveillance en présentant pour chaque lieu les avantages, les inconvénients et contraintes et proposer les solutions alternatives

ii. *Identifier au regard des objectifs de surveillance de la nouvelle stratégie :*

- Les caractéristiques techniques des moyens nautiques et roulants qui devraient être attachés à chaque base et les moyens et infrastructures nécessaires à leur entretien et à leur mise en œuvre ;

- Les différentes options en matière d'organisation et de gestion de ces bases (personnel et administratif et budgétaire) ;
  - Les différentes options en matière de rénovation des bâtiments et de leurs annexes y compris la sécurisation de l'alimentation en électricité ;
  - les besoins en matériels et équipements de ces bases ;
  - les budgets nécessaires à la mise en œuvre de ces bases et à leur fonctionnement opérationnel suivant les options et les activités de surveillance (voir stratégie) ;
- iii. *Proposer sous forme de fiches :*
- la liste des travaux nécessaires à la remise en état de l'ensemble des moyens de surveillance du CNSP et des infrastructures avec indication pour chaque poste de dépense, la nature et le détail des travaux et l'évaluation des coûts.
  - La liste des acquisitions nouvelles à effectuer et l'évaluation des coûts d'acquisition.
  - Un plan cohérent et un calendrier de mise en œuvre de ces remises en état et des acquisitions.

Cette étude devra prendre en considération les méthodes de gestion actuelle des moyens nautiques et terrestres par les différentes bases et implantations du CNSP et proposer si nécessaire des évolutions et mesures correctives au regard du dispositif final de surveillance qui sera mis en place.

f. Etudier l'intérêt stratégique de la mise en place de nouveaux outils d'informations opérationnelles ( Changement du logiciel VMS, ERS ,AIS satellitaire, système de suivi interne des moyens mobiles de surveillance, Radars côtiers etc.. ) au niveau du CNSP en tenant compte du ratio cout /efficacité /risques et de leur complémentarité par rapport aux outils existants au CNSP et éventuellement au niveau régional. L'optimisation des outils actuels sera également étudiée (accès aux données VMS par les bases, etc....). Les contraintes liées à la maintenance et à l'entretien de chacun de ces outils seront également détaillées.

g. Etudier l'intérêt stratégique de mise à disposition au CNSP d'un patrouilleur de surveillance pour les zones semi hauturière et hauturière en fonction de la stratégie de surveillance, de l'analyse des risques, des moyens disponibles des autres administrations et en tenant compte notamment du ratio cout / efficacité . Cette étude devra proposer les différentes options possibles en présentant pour chacune d'entre elles de manière détaillée et complète les prérequis, les avantages, les contraintes, les coûts directs et indirects.

h. Au niveau des ressources humaines, étudier :

- La mise en place d'un plan de recrutement ou de redéploiement du personnel adapté à la nouvelle organisation du CNSP, aux moyens de surveillance et à la stratégie qui sera développée en tenant compte des différentes options possibles.
- L'établissement d'un plan de formation détaillé pour l'ensemble du personnel du CNSP en fonction de la nouvelle stratégie de surveillance.

i. Animer un atelier de restitution et de validation du contenu de l'étude et notamment des différentes options qui sont proposées.

## B. **.ETUDE 2. ETUDE SUR LA PERENNISATION DU FINANCEMENT DES ACTIVITES DE SURVEILLANCE DU CNSP**

Cette étude se déroulera après la validation par les autorités guinéennes du dispositif de surveillance à mettre en œuvre au niveau du CNSP et qui fait l'objet de l'étude numéro 1.

- a. Analyser les différentes sources actuelles de financement du CNSP et les conditions de mise à disposition des fonds sur les 5 dernières années en identifiant de manière détaillée les forces et faiblesses du dispositif actuel.

- b. Faire une étude sur les modes de financement des activités de surveillance des pêches dans des pays de contexte similaire et en tirer les enseignements les plus pertinents qui pourraient être appliqués à la Guinée.
- c. Au regard des résultats de l'étude numéro 1 et des décisions des autorités guinéennes en matière de dimensionnement du dispositif de surveillance, établir les besoins de financement du CNSP (Budget de fonctionnement, de maintenance et éventuellement d'investissement) en vue de la réalisation de ses activités de surveillance telles qu'elles sont prévues dans les documents de stratégie. Cette évaluation doit également prendre en compte les aspects de la surveillance participative.
- d. Identifier d'une manière exhaustive les différentes sources possibles de financement dans une logique de pérennisation du financement des activités de surveillance du CNSP et proposer les mécanismes financiers de calcul, de mise en œuvre et d'organisation correspondants pour chaque source.  
La proposition doit indiquer les répartitions possibles entre les différentes sources de financement incluant par exemple des dotations de l'Etat sur son budget ordinaire, des pourcentages des recettes issues du paiement des droits d'accès par les flottes de pêche nationales et étrangères et des pourcentages des recettes issues du paiement des amendes. Pour chaque source, la proposition devra identifier les prérequis, les contraintes et avantages notamment en termes de durabilité et de prévisibilité des financements ciblés.
- e. Proposer les modifications des procédures budgétaires et comptables ainsi que les modifications statutaires éventuellement nécessaires au regard de la législation et réglementation guinéennes ainsi que tout autre outil de gestion, pour la mise en place de ces nouveaux mécanismes de financement de la surveillance dans une logique de fonctionnement durable et de gestion efficace et transparente.
- f. Identifier les mesures réglementaires et les engagements que l'Etat Guinéen devra prendre pour assurer la pérennisation du financement des actions de surveillance du CNSP.
- g. Rédiger les projets de texte réglementaires ou documents d'encadrement
- h. Rédiger le dossier argumentaire auprès des autorités guinéennes
- i. Proposer un plan et une programmation de mise en œuvre des nouvelles dispositions
- j. Animer un atelier de restitution et de validation du contenu de l'étude et notamment des différentes options qui sont proposées.

Pour chacune des tâches de l'étude, le volet surveillance participative devra être pris en compte

## 5. Les Résultats attendus

Les résultats attendus de la mission sont les suivants :

- a) La revue fonctionnelle et managériale du CNSP est réalisée ;
- b) Le plan stratégique de surveillance du CNSP est élaboré et validé ;
- c) Un plan d'action global de renforcement du CNSP est élaboré et validé ;
- d) Le plan de renforcement détaillé des capacités opérationnelles des bases du CNSP est rédigé et validé ;
- e) Des scénarii de dispositifs complets de surveillance à mettre en œuvre et adaptés au contexte guinéen sont identifiés et validés ;
- f) Les points de faiblesse du dispositif actuel en matière de gestion du CNSP sont identifiés et les mesures correctives proposées ;
- g) Le budget nécessaire à la mise à niveau du dispositif de surveillance du CNSP et à son fonctionnement est identifié et proposé sous formes de scénarii ;
- h) Un système de financement pérenne et transparent de la surveillance des pêches est proposé et validé ;
- i) Les mécanismes de ce financement sont identifiés et validés ;
- j) Les mesures à prendre par le gouvernement en matière de financement sont identifiées et concrètement définies.

## 6. Qualifications et expériences requises

En complément d'une formation supérieure dans le domaine de la pêche ou dans le domaine maritime pour l'expert principal, la firme devra réunir les qualifications et expériences croisées suivantes pour les experts sélectionnés et notamment :

- avoir une expertise dans la gestion et l'organisation du SCS et disposer d'au moins 10 ans d'expérience dans les domaines du suivi contrôle et surveillance des pêches.
- Avoir une expérience en matière de gestion technique de moyens nautiques et de gestion comptable et logistique d'un centre de surveillance des pêches ;
- Avoir une expérience confirmée de l'ensemble des technologies modernes appropriées au suivi contrôle et surveillance des pêches (systèmes de suivi des navires par satellite, gestion des informations et des données etc.) ;
- Avoir une expérience en matière d'économie des pêches ;
- Avoir une expérience en matière de financement public et plus particulièrement dans le financement des opérations de SCS ;
- Une expérience sous régionale dans le domaine du SCS ou une expérience similaire serait un atout ;
- La connaissance de l'environnement SCS en Guinée constitue également un atout ;
- Une bonne capacité rédactionnelle et une connaissance de l'outil informatique et,
- Une bonne capacité d'expression et de rédaction en Français.

## 7. Durée de la mission

Les délais fixés pour la mise en œuvre sont fixés de commun accord avec le contractant pour une prestation maximale évaluée à 80 hommes /jours pour les 2 études (hors délais de validation par les services concernés).

La firme doit proposer un planning détaillé d'exécution de la mission dont la durée ne devra pas excéder 6 mois jusqu'à la soumission du projet de rapport final.

## 8. Les livrables

Une liste, non exhaustive des livrables à fournir lors de la mise en œuvre du projet est présentée dans le tableau ci-après pour chacune des études. La firme pourra la compléter éventuellement et ce conformément à sa méthodologie de travail proposée.

Phase	N° Livrable	Activités à effectuer	Intitulé du livrable
Phase 1 Préparation	L1	Etudes des documents, préparation de la mission et rédaction de la méthodologie de travail proposé	Projet de rapport initial
Phase 2 Mission de terrain	L2	Réunion et missions de terrain	Validation du rapport initial et Présentation des premiers résultats de la mission
Phase 3 Rédaction	L3	Rédaction du rapport intermédiaire	Rapport intermédiaire
Phase 4 Atelier de restitution et de validation	L4	Préparation et appui technique de l'Atelier	
Phase 5	L5		Rapport final



Rédaction du rapport final			
----------------------------	--	--	--

A l'issue de chacune des deux études, la firme joindra un rapport de synthèse intégrant en un maximum de 10 pages le résultat et les préconisations des deux études.

Tous les livrables seront fournis en langue française. Ils ne seront considérés réceptionnés que s'ils sont validés et approuvés. La validation des livrables établis par la firme interviendra dans un délai de trente (30) jours ouvrables au maximum à partir de leur remise.

Sous la supervision du Coordonnateur du Projet PRAO-GN, la firme retenue travaillera en étroite collaboration avec :

- les membres de l'Unité de Gestion du PRAO-GN ;
- les Directeurs des Administrations concernées, les Chefs de service et les points focaux du PRAO-GN des directions techniques partenaires au PRAO-GN ;

Ces partenaires mettront à la disposition de la firme toutes les informations et les contacts disponibles nécessaires à l'accomplissement de la mission.

## 9. Mode de sélection du Consultant

Le Consultant sera sélectionné suivant la méthode de Sélection basée sur la Qualification des Consultants, conformément aux Directives pour la sélection et l'emploi de Consultants par les emprunteurs de la Banque Mondiale de Janvier 2011 révisé en juillet 2014.

L'Unité de Gestion du Projet du PRAO-Guinée agissant pour le compte du Ministère des Pêches, de l'Aquaculture et de l'Economie Maritime invite les candidats admissibles (firmes) à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants (firmes ou cabinets) intéressés doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (références concernant l'exécution de contrats analogues, expérience dans des conditions semblables, disponibilité des connaissances nécessaires parmi le personnel, etc.).

Les consultants (firmes) intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au sujet des documents de référence aux adresses mentionnées ci-dessous ***du lundi au jeudi de 9 heures à 16 heures GMT et vendredi de 9 heures à 13 heures GMT***

Les manifestations d'intérêt doivent être déposées à l'adresse ci-dessous au plus tard le ***03 Avril 2017 à 16 h*** : Quartier Tombo, Immeuble rouge, Aly HOTAIT, Commune de Kaloum, Téléphone: 657 42 42 42/621 00 48 24- ***Email : [syllasalim@hotmail.com](mailto:syllasalim@hotmail.com) / [youssoufh@yahoo.fr](mailto:youssoufh@yahoo.fr)***

Le dossier de candidature doit être présenté en français et doit porter la mention : « ***Services de Consultant pour deux études : la première sur le renforcement du Centre National de Surveillance et de Police de Pêcheries (CNSP) de Guinée et la deuxième sur la pérennisation du financement des activités de surveillance du centre national de surveillance et de police des pêcheries de guinée*** ».

Fait à Conakry, le 07 Mars 2017

**Youssouf Hawa CAMARA**  
**Coordonnateur du PRAO-GUINEE**



